Ces pages ont souvent dénoncé la destruction catastrophique d'ouvrages sur les rivières, généralement justifiée par l'administration par des arguties de brassement d'air, sans mener de véritables études d'impact sur l'environnement. On se rappelle du cas lamentable du Vicoin, rivière tuée par l'arasement de retenues. Elle fut vidée de son eau et, par suite, des écosystèmes qui y prospéraient depuis des siècles.

Mais l'espoir renaitrait-il ? Sur la pointe des pieds, des collectivités locales mènent des travaux pour lesquels il faudrait inventer un nouveau verbe de la langue française: "désaraser".

Il était une mauvaise foi dans l'Ouest

Dans les années 2010, l'administration a proposé à l'agglo de Saumur-Val de Loire d'araser les ouvrages établis sur le Thouet, affluent de la Loire, à la hauteur de Montreuil-Bellay. C'était une offre qu'elle ne pouvait refuser: on arasait gratis.

Bientôt, les riverains et les pêcheurs réalisèrent l'étendue de la catastrophe. La rivière avait perdu sa caractéristique la plus essentielle: contenir de l'eau! "Elle a perdu 2,5 mètres de profondeur en moyenne", affirmait un membre du "collectif Thouet". Le site OCE sonnait l'alerte en 2020: l'indice "poisson" de la rivière était encore plus mauvais après qu'avant. Les nitrates étaient en hausse. Les plantes invasives, telles que la jussie, envahissaient la rivière. "La destruction de ces barrages et de leurs précieux petits réservoirs d'eau n'est en rien une obligation, déclarait le président de l'association de pêche de Montreuil-Bellay, l'Europe n'a jamais dit qu'il fallait les éradiquer. Elle a demandé aux gestionnaires des rivières d'entretenir les ouvrages et de les gérer de sorte que la continuité écologique soit assurée."

Mais le Courrier de l'Ouest du 30 mars 2023 apporte la bonne nouvelle d'une initiative locale. Des graviers et autres blocs de cailloux ont été apportés pour reformer des banquettes et des radiers. 1000 mètres cubes de matériaux ont été déversés dans la rivière, avec plantation d'arbres pour les stabiliser. On a reconstruit la chaussée au pied du château. Ces aménagements ont fait remonter la ligne d'eau, et 90 mètres cubes de pierres maçonnées à la chaux ont été nécessaires pour maintenir de l'eau dans un secteur touristique. Ouf!

"Répare-t-on là, avec cette renaturation, les dommages collatéraux de la suppression du barrage du Vieux-Moulin", demande malicieusement le journaliste? "Ni les élus ni les techniciens ne veulent le dire". Et il cite un édile : "Ce qui a été rasé est rasé, il s'agissait de choix fait à l'instant T. Ce qui n'a pas été rasé ne le sera pas". Est-ce à dire qu'on ne commettra plus les mêmes erreurs? Le reportage fait remarquer que "l'intervention sur certains ouvrages conjuguée à des périodes de forte sécheresse comme en 2022 avait eu des conséquences catastrophiques sur l'affluent de la Loire, avec une forte mortalité de poissons dénoncée en son temps par les associations de pêcheurs. Alors l'Agglo a passé la démultipliée pour compenser la baisse du niveau d'eau, même si la chose n'est pas ainsi présentée officiellement".

Dans le Courrier de l'Ouest du 10 avril, le président de l'association de pêche revient sur ces épisodes, qu'il avait déjà dénoncés, par anticipation, en 2013: "tout ça parce que ces administrations n'ont pas voulu, et ne veulent toujours pas, prendre en compte le détail essentiel: le Thouet n'a pas de pente. Il n'aura donc jamais, malgré toutes leurs tentatives infondées, un débit suffisant pour oxygéner des kilomètres de rivière, privés du volume d'eau nécessaire. Leur restauration inadaptée à ce type de cours d'eau en est la cause".

Après ces bonnes nouvelles, signalons quand même que ces travaux couteront au contribuable la bagatelle de 600.000 euros. Cela ne représente guère plus qu'un centime d'euro par Français, mais on trouvera quand même des mauvaises langues pour dire qu'on aurait pu faire mieux pour pas un rond: il aurait suffi de ne toucher à rien.

Renaturer la nature

Renaturer la nature après l'avoir dénaturée, c'est un paradoxe, mais l'artificiel est la marque de notre temps. Rappelons que la directive-cadre européenne sur l'eau a conseillé aux Etats-membres de restaurer la "continuité de l'écoulement", là où les ouvrages sont inutilisés et lorsqu'ils sont une entrave au bon état de la biodiversité. Pour forcer le trait en s'épargnant de couteuses études d'impact aux conclusions imprévisibles et justifier des dépenses de travaux publics aux frais du contribuable, l'administration (et non la loi) a rebaptisé cette activité "restauration de la continuité écologique": une pratique du jeu de mots

désormais classique, à une époque où, pour vendre quoi que ce soit, tout repose sur l'art de la communication. C'est l'anti-phrase parfaite. Le symptôme du 21e siècle. C'est en vertu des mêmes principes de mensonges que, lorsque vous êtes sollicités sur internet pour installer sur votre ordinateur des mouchards informatiques qui espionneront vos goûts et les revendront à des agences de publicité, on baptise ces mouchards des "gâteaux" ("cookies"), alors qu'ils n'ont pas plus de rapport avec des pâtisseries que les bonbons que des messieurs offrent aux petits enfants à la sortie des aires de jeu. C'est la mauvaise foi organisée. Or, la prétendue "continuité écologique", c'est aussi la parfaite tromperie des mots. Elle n'a pas plus de rapport avec l'écologie scientifique (nous n'évoquerons pas ici l'écologisme politique) que les fraises venues de l'autre bout du monde que votre supermarché vous vend hors-saison pour du bio écoresponsable, n'ont à voir avec le respect de l'environnement.

Pour revenir sur les erreurs d'un modernisme qui est resté si longtemps aveugle à la biodiversité, on ne peut qu'artificialiser un peu plus la nature, car en ces temps de globalisation, elle a définitivement cessé d'être naturelle. Elle fut la force majestueuse, puissante, inamovible où se déroulaient les grands romans d'aventure qui nous firent rêver. Elle est désormais entièrement dans notre main comme un pot de géraniums sur un balcon. Elle est devenue un produit de l'art, un "artefact".

Tout en approuvant que des collectivités locales s'échinent à réparer les erreurs administratives en constituant des paysages, certes artificiels, mais visant à recréer une place pour la nature, on peut regretter qu'au gré de ces marches avant et marches arrière, quelque-chose a été perdu des aménagements de l'espace agricole de l'ancien temps, qui témoignaient de l'histoire des campagnes, et au sein desquels les espèces natives européennes avaient trouvé leur place depuis des siècles.

